

François Hollande, la reconquête impossible ?

LE MONDE | 14.05.2014 à 17h23 | Par Michel Noblecourt

Reconquête. A l'Élysée, à Matignon, au Parti socialiste, c'est le maître mot. Le désastre des élections municipales a été d'une telle ampleur que les fondations de ce qui était hier le premier parti d'élus sont en ruine. Les militants socialistes se sentent abandonnés par leurs dirigeants. Découragés, écoeurés, parfois révoltés, ils ne se reconnaissent plus dans le président qu'ils ont élu il y a deux ans. François Hollande plonge dans des abîmes d'impopularité (18 %) et peu de politiques aujourd'hui, y compris à gauche, parient sur ses chances d'être réélu en 2017. Et pourtant, à l'Élysée, à Matignon, au PS, tous rêvent de reconquête.

Le 30 mars, ce sont toutes les bases du pouvoir socialiste qui ont été ébranlées par le tsunami municipal. Mais depuis, un « ordre juste », comme aurait dit Ségolène Royal, a été rétabli à tous les étages. François Hollande a tout changé. Exit Jean-Marc Ayrault, Pierre-René Lemas, Harlem Désir, place à Manuel Valls, comme premier ministre, Jean-Pierre Jouyet, comme secrétaire général de l'Élysée, Jean-Christophe Cambadélis, comme premier secrétaire du PS.

Le président de la République a fait l'inverse de ce qu'avait fait son prédécesseur au lendemain de la déroute de la droite aux élections municipales de 2008. Nicolas Sarkozy avait maintenu François Fillon à Matignon et Claude Guéant au secrétariat général de l'Élysée. Quant au secrétaire général de l'UMP, le parti majoritaire, Patrick Devedjian, il était resté en place jusqu'en décembre 2008, où il avait été nommé ministre de la relance économique.

Pour M. Hollande, M. Sarkozy – qui n'avait pas atteint, en 2008, les sommets d'impopularité que lui-même connaît aujourd'hui – avait commis une grave erreur en ne changeant rien. En changeant tout, à trois ans du terme de son mandat, il espère, lui, inverser la tendance et amorcer le chemin de la reconquête. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le pari est loin d'être gagné, même si M. Hollande aime rappeler qu'en novembre 2010, moins d'un an avant la primaire socialiste d'octobre 2011, il plafonnait encore à... 18 % des intentions de vote.

Le président de la République semble compter sur sa bonne étoile mais il devra affronter une véritable course d'obstacles. Le premier est tout proche, c'est celui des élections européennes dans dix jours. Le PS a déjà intériorisé – et donc relativisé – le nouveau camouflet qui lui est promis le 25 mai. En 2009, alors qu'il était dans l'opposition, il avait subi un sévère revers, en faisant, avec 16,48 %, presque jeu égal avec les Verts (16,28 %). Dans ce scrutin, où l'abstention avait été de 59,37 %, la liste conduite par l'UMP était arrivée nettement en tête (27,88 %) et le Front national n'avait obtenu que 6,34 %. « *J'entends cette incertitude du succès*, a affirmé crânement M. Cambadélis, lundi 12 mai à Rezé (Loire-Atlantique), *mais rien n'est*

écrit. » Le PS peut faire moins mal qu'en 2009 mais le résultat sera pire si, comme l'annoncent les sondages, le FN est en tête, juste devant l'UMP.

LES INCONNUES DE L'ÉQUATION

L'autre obstacle sur la route de la reconquête réside dans l'attelage constitué au lendemain des municipales. Si la majorité est de plus en plus revêche, tous les nouveaux promus, de M. Valls à M. Cambadélis, roulent pour le président. Mais tous ne font pas les mêmes calculs. L'alchimie du gouvernement de « combat » réside dans une alliance, hier improbable, entre Manuel Valls, venu de l'aile droite du PS, et deux hérauts de sa gauche, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon. Tous les trois, à des degrés divers, rêvent de l'Élysée. Ils peuvent avoir en tête de se présenter en 2017 si le président sortant en était empêché, ce qui supposerait pour le premier ministre de rompre avec François Hollande, comme l'avait fait Jacques Chirac quand il avait claqué la porte en 1976.

Fin analyste, le président de la République a bien en tête toutes les inconnues de la nouvelle équation politique. Sa stratégie de reconquête est fondée sur sa volonté de redonner de la hauteur à la fonction présidentielle – en laissant M. Valls gérer l'intendance, et notamment le pacte de responsabilité, qu'il a lui-même lancé le 14 janvier, et le plan d'économies – et de retisser le lien avec les Français, de retrouver la sympathie dont il bénéficiait au départ et qui s'est terriblement érodée. Faire un peu comme François Mitterrand avec Michel Rocard de 1988 à 1991.

En déjeunant, le 18 avril, avec des salariés de Michelin, à Clermont-Ferrand, M. Hollande a exposé les leçons qu'il tirerait d'un échec de sa stratégie : « *Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, a-t-il confié, je n'ai, ou aucune raison d'être candidat, ou aucune chance d'être réélu.* » En 2007, M. Sarkozy, alors candidat, s'était engagé, sur France 2, sur le plein-emploi (5 % de chômeurs) en 2012. Et si vous échouez, lui avait-on demandé ? « *Je dis aux Français, c'est un échec, avait répondu le futur président, j'ai échoué et c'est aux Français d'en tirer les conséquences.* »

A l'origine, M. Hollande voulait découper son quinquennat en deux tranches : la rigueur d'abord, le miel ensuite. La rigueur se prolonge et les dividendes tardent à venir. Si le président échoue à réduire le chômage et les déficits publics, aucun candidat socialiste ne pourra prétendre être élu en 2017. Mais si sa stratégie finit par produire des fruits, nul ne peut dire si on lui en attribuera les mérites ou si la couronne de laurier n'ira pas à son premier ministre...